

**Plan d'urgence pour les écoles !**



**40 enseignants réunis en Réunion d'Informations Syndicales (visio) ce mercredi 11 novembre, organisée par le SNUDI FO 13, ont largement discuté de la situation catastrophique dans leur école. Ils dénoncent la gestion de la crise sanitaire par le gouvernement et le ministère. Ils ont adoptés à l'unanimité la motion suivante :**

**La situation est explosive !**

Depuis le 2 novembre, avec la mise en place de dernier protocole, les conditions de travail se sont encore dégradées, conduisant à une surcharge de travail et à une pression intenable pour l'ensemble des personnels, notamment pour les directeurs.trices d'écoles. Nous sommes épuisés, exaspérés et en colère. Certains de nos collègues pensent même à démissionner !

Lundi 2 novembre, de nombreuses écoles n'avaient pas leurs masques chirurgicaux en nombre suffisant pour les adultes, voir pas de masques du tout.

Lundi 2 novembre, de nombreuses écoles n'avaient pas de masques pédiatriques.

Lundi 2 novembre, de nombreuses écoles n'avaient pas de remplaçants pour les enseignants et les AESH placés en ASA ou en arrêt maladie.

Lundi 2 novembre, la question de l'aménagement du temps de restauration s'est posée dans plusieurs écoles.

**Le protocole sanitaire amène une organisation différente par école, l'éclatement du cadre national et de l'égalité des élèves devant l'instruction !**

« Dans la mesure du possible... étude au cas par cas », voilà comment notre administration et les municipalités se proposent d'organiser la mise en place du protocole. Depuis le 2 novembre, chaque école fonctionne différemment mais on y retrouve un trait commun, la déréglementation de notre temps de travail, la destruction de notre statut, la volonté du gouvernement et des municipalités de n'affecter aucun moyen supplémentaire tant en termes de matériel que de personnels enseignants, d'AESH ou d'agents territoriaux. Pour pallier le manque de remplaçants, on demande aux collègues placés en ASA de télé-travailler pour leurs élèves qui sont en répartition (certaines classes atteignent ainsi un effectif de 37-40 par classes), ou à domicile à la charge des parents « qui ne travaillent pas ». Notre administration se « décharge » donc sur les enseignants et les familles car elle refuse d'octroyer des moyens supplémentaires.

Même chose pour le temps cantine, où il est demandé aux enseignants d'avoir des horaires « décalés » entre 11h et 14h pour permettre d'assurer plusieurs services de restauration. Là aussi, l'administration et la mairie font reposer l'application du protocole sur les personnels et les parents d'élèves.

La situation n'a que trop duré, nous exigeons le respect de notre protection et de celle de nos élèves, le respect de de nos conditions de travail et de nos obligations de service. Nous n'acceptons pas que le gouvernement et le ministère utilisent la pandémie pour remettre en cause le cadre national de l'école et notre statut.

**Nous réaffirmons nos exigences :**

- Un véritable plan d'urgence qui passe par le recrutement massif de personnels permettant le maintien de la totalité des heures d'enseignement dues aux élèves avec l'allègement des effectifs dans les classes. Dans l'immédiat, cela passe par l'embauche tous les candidats aux concours inscrits sur la liste complémentaire et l'abandon de celle-ci.
- La création de salles de classe par la réquisition de locaux actuellement vacants ;
- La fourniture de masques réellement protecteurs, FFP2 ou a minima 3 masques chirurgicaux type II R (résistant aux éclaboussures) pour tous par jour pour couvrir le temps de travail et de transport ;
- L'entretien et la désinfection des locaux, l'équipement en purificateurs d'air ;
- Le recrutement d'agents territoriaux pour assurer le nettoyage et la désinfection régulière des locaux, pour que chaque classe de maternelle soit pourvue d'un ATSEM.

Ce recrutement exceptionnel et immédiat d'enseignants permettrait notamment d'assurer le remplacement des personnels vulnérables ou en congé maladie et alléger les effectifs dans les classes. Il permettrait à la fois d'assurer la protection sanitaire et d'éviter le naufrage scolaire de nos élèves ! C'est pour toutes ces revendications que les enseignants ont fait grève mardi 10 novembre.

Nous invitons les collègues à poursuivre les signatures sur la pétition que le SNUDI FO 13 transmettra au CHSCT du 13 novembre, et aussi le mardi 17 novembre lors de l'audience auprès du DASEN. Nous invitons les collègues à se saisir des fiches SST et fiches DGI lorsque la sécurité, l'hygiène et la santé sont mis en danger.

Nous invitons les collègues à se réunir dans leurs écoles pour définir les revendications précises liées à leurs besoins spécifiques en matériel sanitaire, en personnel remplaçant, ATSEM, AESH, etc.. et à discuter des moyens d'actions pour obtenir satisfaction sur leurs revendications.

**Le recrutement massif d'enseignants a été possible en Espagne et en Italie, pourquoi ne le serait-il pas en France ?**

**Face à la dislocation de l'Ecole organisée par le Ministre et le gouvernement,**

**Plus que jamais : un plan d'urgence pour nos écoles !**

**Protection des personnels et des élèves !**

Nous vous invitons à discuter autour de cette motion, à la reprendre au nom de votre école ou à la modifier au vu de la situation de votre école ( modèle en PJ). Le SNUDI FO 13 portera les motions d'école lors de l'audience au DASEN le 17 novembre.

Ne restons pas isolés, rassemblons-nous, élaborons nos cahiers de revendications pour faire face à cette volonté gouvernementale de destruction de notre Ecole, de nos conditions de travail et de nos statuts :

**Prochaine RIS en visio : MERCREDI 18 NOVEMBRE (9h-12h)**

Pour participer à la réunion Zoom cliquez sur le lien [ICI](#) et rentrez les codes suivants ID de réunion : 869 4712 3631 Code secret : 696109



**Malgré l'état d'urgence et les manœuvres du ministre les personnels en grève ont dit NON à Blanquer !**

Malgré l'état d'urgence liberticide, le plan Vigipirate renforcé, et les attestations demandées, ce 10 novembre, des milliers de personnels ont fait grève et participé aux rassemblements dans toute la France.

Par exemple : 400 manifestants à Rouen, 200 au Havre, 2 000 à Paris, 130 à Bourg en Bresse, 700 à Bordeaux, 350 à Marseille, 200 à Perpignan, 300 à Toulon, 150 à Vannes et Lorient, 1 500 à Toulouse, 500 à Grenoble, 150 à Clermont, 50 à Périgueux, 120 à Avignon, 300 à Tours, 200 à Albi, 200 à Lyon...

Ce mouvement de grève qui a commencé dès le 2 novembre exprime le ras-le-bol des personnels face à des conditions de travail disloquées, face au refus du gouvernement de protéger les personnels et les élèves.

Au centre des revendications : l'urgence de créations massives de postes dans les écoles, les collèges et les lycées. Les dernières annonces du ministre Blanquer n'ont convaincu personne. Il propose tout simplement un Bac local et des cours en pointillés.

Pour la FNEC FP-FO, il est hors de question d'accepter que l'Ecole soit réduite à peau de chagrin, qu'on puisse localement décider qui va en cours ou pas, quelle discipline a le droit de faire cours. Il n'est pas non plus acceptable de faire pression sur les personnels pour mettre en place le télé-enseignement et le travail jour et nuit. L'Education doit rester nationale. Le Baccalauréat doit rester national. Les statuts doivent être respectés.

Ce mardi 10 novembre, le ministre n'a pas répondu à la demande d'audience intersyndicale. En refusant de répondre aux revendications le ministre cherche, une fois de plus, à faire porter la responsabilité du chaos sur les seuls personnels.

Alors que la colère monte dans les écoles et les établissements, la FNEC FP-FO appelle les personnels à amplifier les assemblées générales, à lister leurs besoins en postes, de classes et d'heures de cours, et à s'adresser aux parents d'élèves, aux lycéens, pour organiser la mobilisation et discuter collectivement, dès jeudi 12 novembre, des suites à lui donner.

La FNEC FP-FO soutient toutes les initiatives décidées par les personnels et leurs organisations pour exiger :

- Le recrutement immédiat de tous les candidats inscrits sur les listes complémentaires et le réajustement de celles-ci, le réemploi et la titularisation de tous les contractuels !
- De réelles mesures de protection pour les personnels (dépistage systématique, mise à disposition de masques FFP2)
- L'abandon de toutes les réformes remettant en cause nos statuts et nos conditions de travail !
- L'arrêt de la répression envers les lycéens !

à Montreuil, le 10 novembre 2020



**PLUS QUE JAMAIS, POUR VOUS PROTEGER**

**SYNDIQUEZ-VOUS !!!**

**Bulletin d'adhésion de rentrée à télécharger >>[ICI](#)<<**

Dans ce bulletin d'adhésion spécial de rentrée, vous ne paierez que les 4 derniers mois de l'année 2020 (septembre à décembre 2020) car nous fonctionnons par année civile. En janvier 2021, vous recevrez votre reçu fiscal pour déduire 66% de la somme versée de vos impôts 2021 et vous pourrez alors renouveler votre cotisation pour l'année complète 2021.

**SNUDI FORCE OUVRIERE 13**

Syndicat National Unifié des Directeurs, Instituteurs et Professeurs des Ecoles des Bouches du Rhône

[www.snudifo13.org](http://www.snudifo13.org)

Vieille Bourse du Travail, 1 place Léon Jouhaux

CS 20540 13232 Marseille cedex 01

Tel : 04 91 00 34 22 / 07 62 54 13 13

Fax : 09 57 49 82 49 Mail : [contact@snudifo13.org](mailto:contact@snudifo13.org)

